

Conférence de presse du 7 mai 2019 sur l'étude de la HAFL

Les travaux sont en marche !

Exposé de M. Jacques Bourgeois (le discours prononcé fait foi)

Les intervenants précédents vous ont exposé les répercussions qu'aurait une acceptation de l'initiative pour une eau potable propre sur nos exploitations et, en fin de compte, sur l'agriculture tout entière. J'ose affirmer que le résultat escompté ne correspondrait sans doute guère à l'intention des initiants. Du côté de l'Union suisse des paysans, nous ne nions en aucune façon l'existence d'un certain potentiel de réduire davantage les effets secondaires indésirables de la production agricole. Contrairement à ce que suggère l'initiative pour une eau potable propre, le problème ne se situe pas en premier lieu au niveau de l'eau potable. En effet, notre eau potable est d'une qualité irréprochable, et nous pouvons en boire sans crainte dans tout le pays. L'exigence quantitative de 0,0000001 g/l est respectée dans 98 % des captages. Nous considérons que des améliorations s'imposent pour la qualité des petits et moyens cours d'eau. C'est là qu'intervient le Plan d'action Produits phytosanitaires, lancé en 2018, que nous soutenons sans réserve. Les 51 mesures concrètes de ce plan ont pour objectif de réduire l'usage des produits phytosanitaires et de diminuer de moitié le risque qui en découle. En voici quelques exemples :

- le renoncement aux herbicides dans l'arboriculture, la viticulture et la culture de betteraves sucrières dans le cadre de programmes d'utilisation efficiente des ressources ;
- la réduction des fongicides en encourageant la culture de variétés résistantes ;
- l'élimination des sources ponctuelles polluant les eaux, entre autres grâce à des aires de lavage adéquates ;
- les mesures contre le ruissellement des produits phytosanitaires dans les champs ;
- la promotion de bonnes pratiques professionnelles dans les exploitations au moyen de la formation et du perfectionnement ;
- le renforcement de la vulgarisation agricole, p. ex. sur les nouveaux systèmes de prévision ;
- le renforcement des contrôles, surtout ceux portant sur des aspects relatifs à la protection des eaux ;
- l'obligation de se perfectionner pour les professionnels utilisant des produits phytosanitaires ;
- la vérification du respect des conditions de prise en charge des produits agricoles.

À noter que le secteur agricole n'était pas resté les bras croisés auparavant : au cours de la dernière décennie, l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture conventionnelle a baissé de 27 %, celle du glyphosate de 45 %. La PA 22+, elle aussi, protège les ressources naturelles de façon encore plus ciblée par des mesures.

En matière de biodiversité, un plan d'action national existe déjà également. La mise en œuvre de la Stratégie nationale Antibiorésistance, qui vise à réduire au minimum l'utilisation d'antibiotiques, va bon train elle aussi. Ici encore, l'agriculture s'était déjà mobilisée plus tôt : une foule de projets volontaires a d'ores et déjà permis de réduire de moitié le recours aux antibiotiques en médecine vétérinaire ces dix dernières années. Au lieu de donner des coups d'épée dans l'eau, il faudrait mobiliser toutes les forces pour déployer et contrôler toutes les mesures existantes avec le plus de rigueur possible.

Pour finir, juste encore un mot à propos de l'exigence de l'initiative pour une eau potable propre voulant que les exploitations ne détiennent pas plus d'animaux qu'elles peuvent nourrir avec le fourrage qu'elles produisent. Comme vous l'avez appris, il s'agit d'une revendication absurde. D'ailleurs, la situation n'est pas aussi dramatique que certains veulent parfois le faire croire. En effet, 85 % du fourrage donné à nos bêtes provient de Suisse. Il n'empêche que, nous aussi, nous souhaitons réduire notre dépendance des importations de fourrages. S'il est exclu d'utiliser uniquement les fourrages produits dans l'exploitation, ceux-ci devront néanmoins provenir davantage de Suisse. Nous sommes en train de mettre en place une solution sectorielle pour renforcer la production de fourrages indigènes. À vrai dire, cette solution est déjà en place, il ne reste plus qu'à convaincre l'ensemble des acheteurs de payer un peu plus pour des produits d'origine animale à base de fourrages suisses. C'est toujours la même chose, et l'initiative pour une eau potable propre ne fait pas exception : les gens veulent bien apporter leur soutien moral aux revendications les plus extrêmes, tant que cela ne leur coûte pas un centime.